

Lorsque l'horaire de travail effectif d'un travailleur intérimaire n'atteint pas les trois quarts de l'horaire qui serait le sien s'il était occupé à temps plein, le total des jours civils pendant lequel il aura été inscrit dans l'annexe visée à l'article 2 du présent arrêté sera divisé par deux.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2011.

**Art. 8.** Le Ministre qui à l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 septembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre  
et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances,  
chargée de la Politique de migration et d'asile,  
Mme J. MILQUET

—  
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978, *Moniteur belge* du 2 décembre 1978.

Loi du 24 juillet 1987, *Moniteur belge* du 20 août 1987.

Wanneer het werkelijk uurrooster van een uitzendkracht niet de drie vierden bereikt van het uurrooster dat het zijne zou zijn geweest indien hij voltijds tewerkgesteld was, wordt het totaal aantal kalenderdagen waarop hij in de bij artikel 2 van dit besluit bedoelde bijlage ingeschreven werd, gedeeld door twee.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2011.

**Art. 8.** De Minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 september 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Werk en Gelijke kansen,  
belast met het Migratie- en asielbeleid,  
Mevr. J. MILQUET

—  
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 2 december 1978.

Wet van 24 juli 1987, *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1987.

MINISTERE DE LA DEFENSE  
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

F. 2011 — 2540

[C — 2011/00362]

12 SEPTEMBRE 2011. — Arrêté royal  
organisant le transfert de certains militaires  
vers le cadre opérationnel de la police fédérale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 121, remplacé par la loi du 26 avril 2002;

Vu le protocole n° 276/1 du 11 avril 2011 du Comité de négociations pour les services de police et le protocole n° N-313 du 14 février 2011 du Comité de négociations du personnel militaire des Forces armées;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 février 2011;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 23 mars 2011;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction Publique, donné le 28 mars 2011;

Vu l'avis 49.563/2 du Conseil d'Etat, donné le 18 mai 2011, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Défense et de la Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté s'applique aux militaires bénéficiant des dispositions de la loi du 16 juillet 2005 instituant le transfert de certains militaires vers un employeur public et qui désirent devenir membres du personnel du cadre opérationnel de la police fédérale.

CHAPITRE 2. — *La sélection*

**Art. 2.** Le ministre de l'Intérieur détermine, par régime linguistique, le nombre d'emplois vacants d'inspecteur qui sont ouverts à la police fédérale.

**Art. 3.** Le directeur général de la direction générale de l'appui et de la gestion de la police fédérale communique les emplois vacants visés à l'article 2, ainsi que la date d'échéance pour les candidatures au Ministre de la Défense qui se charge de l'appel aux candidatures, ainsi que de la transmission des militaires agréés.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING  
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2011 — 2540

[C — 2011/00362]

12 SEPTEMBER 2011. — Koninklijk besluit tot regeling van de overplaatsing van bepaalde militairen naar het operationeel kader van de federale politie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, artikel 121, vervangen bij de wet van 26 april 2002;

Gelet op het protocol nr. 276/1 van 11 april 2011 van het Onderhandelingscomité voor de politiediensten en het protocol nr. N-313 van 14 februari 2011 van het Onderhandelingscomité van het militair personeel van de Krijgsmacht;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 24 februari 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 23 maart 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, d.d. 28 maart 2011;

Gelet op het advies 49.563/2 van de Raad van State, gegeven op 18 mei 2011, met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landsverdediging en de Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Dit besluit is van toepassing op militairen die vallen onder de bepalingen van de wet van 16 juli 2005 houdende de overplaatsing van sommige militairen naar een openbare werkgever en die personeelsleden van het operationeel kader van de federale politie wenselijk te worden.

HOOFDSTUK 2. — *De selectie*

**Art. 2.** De minister van Binnenlandse Zaken bepaalt, per taalstelsel, hoeveel vacante betrekkingen van inspecteur bij de federale politie worden opengesteld.

**Art. 3.** De directeur-generaal van de algemene directie van de ondersteuning en het beheer van de federale politie deelt de vacante betrekkingen bedoeld in artikel 2, evenals de uiterlijke datum voor de kandidaturen, mede aan de Minister van Landsverdediging, die verder instaat voor de oproep tot kandidaatstelling en eveneens voor de mededeling van de aanvaarde militairen.

**Art. 4.** Les militaires revêtus des grades de soldat, premier soldat, caporal, caporal-chef et premier caporal-chef, sergent, premier sergent, premier sergent-chef, premier sergent major, adjudant, adjudant-chef et adjudant-major ont accès aux emplois d'inspecteur de police visés à l'article 2.

Sont assimilés aux grades visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les grades réputés équivalents pour la marine, le service médical et les musiciens militaires.

**Art. 5.** La candidature d'un militaire à la sélection pour la mise à disposition et le transfert ultérieur n'est recevable que s'il réunit les conditions visées aux articles 12 à 15 de la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police.

**Art. 6.** La procédure de sélection pour la mise à disposition d'un militaire ayant pour but le transfert vers le cadre opérationnel de la police fédérale se déroule tel que visé aux articles IV.I.15 à IV.I.27 PJPoL.

**Art. 7.** Les emplois vacants sont attribués aux militaires dans l'ordre décroissant des résultats à l'épreuve cognitive. A résultat égal, la priorité revient au lauréat avec la plus grande ancienneté.

### CHAPITRE 3. — La mise à disposition

**Art. 8.** Au début de la formation de base du cadre de base, les militaires sélectionnés sont mis à disposition de la police fédérale. Il sont alors commissionnés dans le grade d'aspirant-inspecteur de police et prennent part à la formation de base.

Ils restent soumis à leur statut militaire, sans toutefois bénéficier de l'indemnité de tenue militaire, mais bénéficient de l'indemnité pour l'entretien de l'uniforme de police visée à l'article XI.IV.8 PJPoL.

**Art. 9.** Le Ministère de la Défense communique à la police fédérale le solde de jours de congé de vacances du militaire au moment de la mise à disposition.

**Art. 10.** La police fédérale est civilement responsable des militaires mis à disposition au sein de celle-ci.

**Art. 11.** La mise à disposition individuelle prend fin :

1° à tout moment, moyennant un préavis d'un mois, à la demande du militaire, sauf si un délai plus court est convenu entre lui et le directeur général de la direction générale de l'appui et de la gestion;

2° sur décision du directeur général de la direction générale de l'appui et de la gestion, après une période de trois mois d'absence pour motifs de santé;

3° sur décision du directeur général de la direction générale de l'appui et de la gestion, si l'autorité militaire lui inflige une mesure statutaire ou si l'aspirant fait l'objet d'un échec définitif en vertu de l'article 40 de l'arrêté royal du 20 novembre 2001 relatif aux formations de base des membres du personnel du cadre opérationnel des services de police et portant diverses dispositions transitoires;

4° en cas d'échec à la formation de base du cadre de base;

5° lors de la nomination comme membre statutaire du personnel du cadre opérationnel de la police fédérale.

### CHAPITRE 4. — Le transfert

**Art. 12.** Les militaires qui ont réussi la formation de base du cadre de base sont transférés au sein du cadre opérationnel de la police fédérale et nommés dans le grade d'inspecteur de police.

Ils bénéficient de l'échelle de traitement B1 et maintiennent l'ancienneté pécuniaire acquise au sein des forces armées à moins que l'ancienneté pécuniaire calculée conformément aux articles XI.II.3 à XI.II.9 PJPoL leur soit plus favorable.

Le niveau de connaissance linguistique du militaire transféré est déterminé en appliquant la table d'équivalence reprise à l'annexe 14 PJPoL.

**Art. 13.** Chaque mois où son traitement, augmenté des allocations payées en même temps que le traitement, est inférieur au traitement de sauvegarde visé à l'alinéa 2, le militaire transféré bénéficie du traitement de sauvegarde.

**Art. 4.** De militairen die bekleed zijn met de graden van soldaat, eerste soldaat, korporaal, korporaal-chef en eerste korporaal-chef, sergeant, eerste sergeant, eerste sergeant-chef, eerste sergeant majoor, adjudant, adjudant-chef en adjudant-majoor hebben toegang tot de in artikel 2 bedoelde betrekkingen van inspecteur van politie.

Worden geassimileerd aan de in het eerste lid bedoelde graden, de gelijkwaardig beschouwde graden bij de marine, de medische dienst en de militaire muzikanten.

**Art. 5.** De kandidaatstelling van een militair voor de selectie voor de terbeschikkingstelling en de latere overplaatsing is evenwel slechts ontvankelijk indien hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 12 tot 15 van de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten.

**Art. 6.** De selectieprocedure voor de terbeschikkingstelling van een militair met het oog op de overplaatsing naar het operationeel kader van de federale politie verloopt zoals bedoeld in de artikelen IV.I.15 tot IV.I.27 RPPoL.

**Art. 7.** De vacante betrekkingen worden begeven aan de militairen in dalende volgorde van hun resultaten voor de cognitieve proef. Bij gelijke resultaten wordt voorrang verleend aan de laureaat met de grootste anciënniteit.

### HOOFDSTUK 3. — De terbeschikkingstelling

**Art. 8.** Bij de aanvang van de basisopleiding van het basiskader worden de geselecteerde militairen ter beschikking gesteld van de federale politie. Vanaf dan zijn zij aangesteld in de graad van aspirant-inspecteur van politie en nemen zij deel aan die basisopleiding.

Zij blijven onderworpen aan hun militair statuut, zonder evenwel de militaire kledijvergoeding te genieten, maar genieten de in artikel XI.IV.8 RPPoL bedoelde vergoeding voor het onderhoud van het politie-uniform.

**Art. 9.** Het Ministerie van Landsverdediging deelt aan de federale politie het saldo van de dagen vakantieverlof van de militair op het ogenblik van de terbeschikkingstelling mee.

**Art. 10.** De federale politie is burgerlijk aansprakelijk voor de militairen die ter beschikking worden gesteld.

**Art. 11.** De individuele terbeschikkingstelling wordt beëindigd :

1° op ieder ogenblik, mits een opzeggingstermijn van een maand, op verzoek van de militair tenzij tussen hem en de directeur-generaal van de algemene directie van de ondersteuning en het beheer een kortere termijn wordt overeengekomen;

2° op beslissing van de directeur-generaal van de algemene directie van de ondersteuning en het beheer na drie maanden afwezigheid wegens gezondheidsredenen;

3° op beslissing van de directeur-generaal van de algemene directie van de ondersteuning en het beheer indien de militaire overheid hem een statutaire maatregel oplegt of indien de aspirant het voorwerp uitmaakt van een definitieve afwijzing krachtens artikel 40 van het koninklijk besluit van 20 november 2001 betreffende de basisopleidingen van de personeelsleden van het operationeel kader van de politiediensten en houdende diverse overgangsmaatregelen;

4° in geval van niet-slagen voor de basisopleiding van het basiskader;

5° bij de benoeming als statutair personeelslid van het operationeel kader van de federale politie.

### HOOFDSTUK 4. — De overplaatsing

**Art. 12.** De militairen die geslaagd zijn voor de basisopleiding van het basiskader, worden overgeplaatst naar het operationeel kader van de federale politie en benoemd in de graad van inspecteur van politie.

Zij genieten alsdan de loonschaal B1 en behouden de geldelijke anciënniteit die zij hebben verworven in de schoot van de krijgsmacht, tenzij de geldelijke anciënniteit berekend overeenkomstig de artikelen XI.II.3 tot XI.II.9 RPPoL voor hen voordeliger is.

Het niveau van talenkennis van de overgeplaatste militair wordt bepaald door de toepassing van de bijlage 14 RPPoL.

**Art. 13.** Elke maand dat de wedde van de overgeplaatste militairen, vermeerderd met de samen met de wedde betaalde toelagen, lager is dan de in het tweede lid bedoelde beschermingswedde, genieten zij de beschermingswedde.

Le traitement de sauvegarde est égal au traitement du militaire perçu le mois précédant son transfert, augmenté, le cas échéant, de l'allocation pour foyer ou résidence, et d'un douzième de l'allocation de sélectionné visée à l'article 30 de l'arrêté royal du 18 mars 2003 relatif au statut pécuniaire des militaires de tous rangs et au régime des prestations de service des militaires du cadre actif au-dessous du rang d'officier, de l'allocation de formation visée à l'article 32 du même arrêté et de l'allocation de maîtrise visée à l'article 34 du même arrêté, s'il en bénéficiait le mois avant son transfert.

Chaque fois que le traitement du militaire transféré n'est pas dû complètement, le traitement de sauvegarde est diminué dans la même proportion.

**Art. 14.** Les militaires transférés n'entrent en considération dans le cadre de la mobilité ou de la réaffectation sur demande que s'il s'est écoulé un délai de présence de cinq ans depuis leur première affectation.

#### CHAPITRE 5. — Dispositions finales

**Art. 15.** Les militaires transférés en 2012 de même que ceux qui sont mis à disposition avec ces derniers et qui seront transférés après une mise à disposition prolongée, sont désignés, lors de leur transfert dans un emploi auprès du directeur coordinateur de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

**Art. 16.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mai 2011.

**Art. 17.** Le Ministre qui a la Défense dans ses attributions et la Ministre qui a l'Intérieur dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 septembre 2011.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,

P. DE CREM

La Ministre de l'Intérieur,

Mme A. TURTELBOOM

De beschermingswedde is gelijk aan de wedde van de militair voor de maand vóór zijn overplaatsing, vermeerderd met, in voorkomend geval, de hard- of standplaatstoelage en een twaalfde van de toelage voor geselecteerde bedoeld in artikel 30 van het koninklijk besluit van 18 maart 2003 houdende bezoldigingsregeling van de militairen van alle rangen en betreffende het stelsel van de dienstprestaties van de militairen van het actief kader beneden de rang van officier, de vormingstoelage bedoeld in artikel 32 van hetzelfde besluit en de meesterschapstoelage bedoeld in artikel 34 van hetzelfde besluit, indien hij deze genoot in de maand vóór zijn overplaatsing.

Telkens als de wedde van de overgeplaatste militair niet volledig is verschuldigd, wordt de beschermingswedde in dezelfde mate vermindert.

**Art. 14.** De overgeplaatste militairen komen slechts in aanmerking voor de mobiliteit of herplaatsing op aanvraag mits zij een aanwezigheidsstermijn van vijf jaar hebben volbracht na hun eerste aanwijzing.

#### HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen

**Art. 15.** De in het jaar 2012 overgeplaatste militairen alsook zij die samen met hen zijn ter beschikking gesteld en na een verlengde terbeschikkingstelling zijn overgeplaatst, worden bij de overplaatsing aangewezen voor een betrekking bij de directeur-coördinator van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

**Art. 16.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 mei 2011.

**Art. 17.** De Minister bevoegd voor Landsverdediging en de Minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 september 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

P. DE CREM

De Minister van Binnenlandse Zaken,

Mevr. A. TURTELBOOM

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL

##### DE PROGRAMMATION POLITIQUE SCIENTIFIQUE

F. 2011 — 2541

[C — 2011/21088]

**2 SEPTEMBRE 2011.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 23 mars 2005 fixant les tarifs pour des prestations effectuées par les Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les Provinces

La Ministre de la Politique scientifique,

Vu la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, l'article 128;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> février 2000 fixant les règles organiques de la gestion financière et matérielle des établissements scientifiques fédéraux relevant du Ministre qui a la Politique scientifique dans ses attributions, en tant que services de l'Etat à gestion séparée, les articles 5, 7<sup>o</sup> et 46, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2005 fixant les tarifs pour des prestations effectuées par les Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les Provinces, modifié par les arrêtés ministériels des 14 juillet 2008 et 25 mai 2009;

Vu la proposition de la Commission de gestion des Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les Provinces, formulée lors de sa réunion du 22 mars 2011;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 7 avril 2011,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'annexe de l'arrêté ministériel du 23 mars 2005 fixant les tarifs pour des prestations effectuées par les Archives générales du Royaume et Archives de l'Etat dans les Provinces, modifiée par les arrêtés ministériels des 14 juillet 2008 et 25 mai 2009, est remplacée par l'annexe reprise au présent arrêté.

#### PROGRAMMATORISCHE

##### FEDERALE OVERHEIDSDIENST WETENSCHAPSBELEID

N. 2011 — 2541

[C — 2011/21088]

**2 SEPTEMBER 2011.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 23 maart 2005 tot vaststelling van de tarieven voor prestaties geleverd door het Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provinciën

De Minister van Wetenschapsbeleid,

Gelet op de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, op artikel 128;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 februari 2000 tot vaststelling van de organieke voorschriften voor het financieel en materieel beheer van de federale wetenschappelijke instellingen die ressorteren onder de Minister tot wiens bevoegdheid het Wetenschapsbeleid behoort, als Staatsdiensten met afzonderlijk beheer, op de artikelen 5, 7<sup>o</sup> en 46, § 1;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2005 tot vaststelling van de tarieven voor prestaties geleverd door het Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provinciën, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 14 juli 2008 en 25 mei 2009;

Gelet op het voorstel van de Beheerscommissie van het Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provinciën, geformuleerd tijdens haar vergadering van 22 maart 2011;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 april 2011,

Besluit :

**Artikel 1.** De bijlage van het ministerieel besluit van 23 maart 2005 tot vaststelling van de tarieven voor prestaties geleverd door het Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provinciën, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 14 juli 2008 en 25 mei 2009, wordt vervangen door de in dit besluit opgenomen bijlage.